

AIGLE Denise et BURESI Pascal (éd.),
Les relations diplomatiques entre le monde musulman et l'Occident latin (xiie-xvie siècle).

N° spécial de la revue *Oriente Moderno. Rivista d'informazione e di studi per la diffusione della conoscenza della cultura dell'Oriente soprattutto musulmano*, Nuova Serie, anno LXXXVIII/2, 2008, p. 229-533 (VI + 305 p.).
 ISBN : 978-8400092856

Quatorze contributions (dix en français, quatre en anglais) envisagent dans ce volume collectif les relations diplomatiques entre le monde musulman et l'Occident latin. L'ouvrage se focalise pour l'essentiel sur les xiie-xvie siècles, mais contient également deux études relatives aux viiiie-ixie siècles. Les relations diplomatiques y sont le plus souvent appréhendées selon une perspective bilatérale – les rapports d'une puissance islamique avec un ou des États latins, ou bien par la prise en considération de l'ensemble des pratiques diplomatiques d'un souverain ou d'une dynastie. Plusieurs articles contiennent aussi des développements importants sur des relations entre souverains non chrétiens, sur les rapports entre centre et périphérie dans un cadre impérial (C. Mitchell sur les Safavides). De la sorte, l'ouverture d'un vaste spectre géographique – du Maroc à la Chine, de l'Empire carolingien à l'Iran –, la diversité des objets retenus et l'utilisation d'échelles d'analyse très variées – d'une lettre isolée à des échanges égrenés sur plusieurs siècles – laissent apparaître les méthodes et les premiers résultats obtenus par des recherches en cours sur la diplomatie des puissances islamiques, un domaine d'investigation longtemps peu fréquenté par les historiens.

La péninsule Ibérique et le Maghreb sont particulièrement bien représentés. En se fondant sur des sources arabes et chrétiennes, P. Guichard livre une synthèse sur les relations diplomatiques des Omeyyades de Cordoue. Avec les Carolingiens, les échanges s'avèrent assez spectaculaires et bien documentés durant le règne de Charlemagne, moins ensuite ; les liens sont plus réguliers avec les États voisins, tandis qu'Ibn Ḥayyān dans son *Muqtabis* et la *Vita* de Jean de Gorze jettent des lumières vives, mais isolées, sur les relations avec Byzance et les Ottoniens. H. el Allaoui mène ensuite le lecteur dans la période de transition entre l'époque des *taifas* et la dynastie almoravide. Avec un corpus formé de sept lettres échangées entre Yūsuf b. Tāšfin, le roi de Castille Alphonse VI et les rois des *taifas*, l'accent est déplacé vers l'épistolographie, les recueils d'*inšā'* et la biographie des secrétaires. On retiendra en particulier

l'importance prêtée aux titulatures et la différence à cet égard entre, d'une part, l'injonction des manuels de chancellerie à s'adresser avec mépris aux infidèles et, de l'autre, une pratique plus accommodante, notamment chez les Almohades. Les échanges de ces derniers avec les puissances latines supposent par ailleurs des efforts notoires de traduction. P. Buresi aborde le problème par l'étude d'une protestation adressée à Pise en 596/1200. La traduction latine de cette plainte contre la remise en cause d'accords de commerce, initialement composée en arabe, s'en tient à l'essentiel, mais procède aussi à des adaptations, atténuant certaines formules idéologiquement problématiques, en explicite d'autres.

Revendiquant l'héritage almohade en Ifriqiya, les Hafsidés ont pour leur part entretenu des relations avec la Sicile de Frédéric II et passé de multiples traités avec les républiques italiennes, avant que la croisade de Tunis en 1270 n'engendre de nouveaux appétits chez les Latins. L'interprétation de B. Jadla mérite néanmoins d'être nuancée sur ce dernier point. Il est excessif d'affirmer que « les Aragonais voulait [sic] une Méditerranée aragonaise [sous Pierre III] » (p. 315), et des publications récentes conduisent à réviser l'analyse des relations entre la couronne d'Aragon et le Maghreb proposée par Ch.-E. Dufourcq, sur laquelle se fonde abondamment l'auteur⁽¹⁾. D'autre part, l'opposition entre les pratiques diplomatiques chrétiennes et hafsidés laisse perplexe (« d'un côté, ce sont des institutions, des groupes de pression ou des États qui agissent, de l'autre, c'est le sultan qui réagit ou essaie de défendre ses intérêts, sinon sa couronne » [p. 318]), car les rois et les princes d'Occident recherchent en réalité dans les échanges à la fois leur « honneur et leur profit », et les institutions urbaines ou les marchands recourent fréquemment aux ambassadeurs des princes pour obtenir plus sûrement gain de cause. Confrontés comme les Hafsidés à la gestion de l'héritage almohade, les Mérinides développent à leur tour des liens importants avec des puissances chrétiennes comme la couronne d'Aragon ou le royaume de Majorque⁽²⁾, mais ils entretiennent aussi une « diplomatie tribale » avec les territoires subsahariens, visent l'unification du Maghreb et ont des contacts avec l'Égypte (S. Gubert). Étroitement imbriquée dans les enjeux du pouvoir et du négoce, leur diplomatie s'appuie sur des spécialistes de

(1) Voir en particulier M. D. López Pérez, *La Corona de Aragón y el Magreb en el siglo XIV (1331-1410)*, Barcelone, CSIC, 1995 ; D. Valérian, *Bougie, port maghrébin. 1067-1510*, Rome, École française de Rome, 2006.

(2) Sur le traité de 1339, voir désormais Henri Bresc, Yusuf Ragib, *Le sultan mérinide Abū l-Ḥasan ʻAlī et Jacques III de Majorque. Du traité de paix au pacte secret*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale/Cahiers des Annales islamologiques 32, 2011.

l'écriture des lettres. Les secrétaires des Mérinides maîtrisent la prose rimée et rythmée, sont versés en poésie et dépositaires d'un savoir religieux marqué par le soufisme, ils se distinguent par le rappel récurrent de « l'intime sujexion » qui les rattache à leur maître.

Le périple à travers les dynasties du *dār al-Islām* en Occident se termine par l'article de M. J. Viguera Molins sur la chancellerie et les documents nasrides de Grenade du XIII^e au XV^e siècle. L'auteur présente un inventaire commenté des sources disponibles, plus riches que précédemment à Grenade (textes théoriques, chroniques, répertoires biographiques, anthologies littéraires, actes, documents), une mise au point sur l'histoire de l'intérêt pour les documents arabes d'al-Andalus au XIX^e et au XX^e siècle⁽³⁾, ainsi qu'une première approche de la diplomatie des lettres composées par les grands secrétaires.

On trouvera également dans ce volume huit contributions concernant des puissances situées dans les parties plus orientales du *dār al-Islām*. D. Durand Guédy propose d'abord une analyse très claire de la pratique diplomatique dans l'Iran seldjoukide en se fondant sur neuf lettres envoyées par l'Atabeg Pahlawān b. Eldigüz à son frère Qizil Arslān (570-581/1175-1186). Conservées dans un recueil d'*insā'* du XIII^e siècle, le *Muhtārāt min al-rasā'il*, composées en persan avec une présence relativement discrète des termes issus de l'arabe, ces lettres éclairent la perception de la campagne de Saladin en Mésopotamie d'après une perspective iranienne. Elles respectent des codes formels précis de rédaction et servent d'introduction protocolaire à des messagers de haut rang dont les propos occupent une place essentielle dans l'échange diplomatique.

De nouveaux acteurs politiques apparaissent ensuite au XIII^e et au début du XIV^e siècle, notamment la puissance mongole dont le développement affecte profondément les relations diplomatiques. J. Richard revient à ce titre sur les efforts déployés en 1244-1247 par le pape Innocent IV et son envoyé dominicain André de Longjumeau auprès des princes musulmans afin d'obtenir leur soutien et de s'assurer d'un « remède contre les Tartares » (*remedium contra Tartaros*). Visant aussi les chrétiens d'Orient, ces démarches au ton missionnaire et œcuménique suscitent des projets, mais n'aboutissent pas à une véritable alliance.

(3) Est paru depuis sur cette question un ouvrage important de M. Marín, C. de la Puente, F. Rodríguez Mediano, J. I. Pérez Alcalde, *Los epistolarios de Julián Ribera Tarragó y Miguel Asín Palacios*, Madrid, CSIC, 2009. Voir aussi à son sujet la recension effectuée par G. Martinez-Gros, dans *Mélanges de la Casa de Velázquez* 41/1 (2011), p. 283-287.

En dépit d'échanges réitérés et des distances considérables parcourues à cet effet, les relations diplomatiques entre Mongols et États latins se soldent de façon similaire par un échec flagrant. D. Aigle en expose les raisons dans une vaste synthèse. Les *qa'an*, qui s'estiment investis par le mandat du Ciel, le *tenggeri*, posent toujours la soumission de leur interlocuteur comme préalable à l'établissement d'une alliance censée prendre en tenaille les Mamelouks, alors que les papes, évidemment rétifs à l'acceptation d'une telle condition, exigent pour leur part la conversion des Mongols au christianisme. Les possibilités d'entente ou même de négociation demeurent par conséquent extrêmement ténues, même lorsque les Ilkhans d'Iran, de Hülegü à Öljeitü, atténuent ensuite dans leurs lettres la formulation de la soumission nécessaire. Ils restent en effet toujours « prédestinés par le Ciel d'en haut » à gouverner le monde. Avec une grande attention à la transmission des textes d'un corpus linguistique éclaté, D. A. démontre ainsi que la cause principale de la « non-négociation » réside plutôt dans cette irréductible opposition idéologique que dans des obstacles linguistiques globalement surmontés grâce à diverses intermédiaires. Dans son étude d'une lettre inédite de l'Ilkhan Abaqa au pape Nicolas III, T. Tanase observe ce même malentendu fondamental entre des Mongols qui recherchent l'alliance militaire et des pontifes soucieux de les intégrer dans le giron de l'Église. Rédigée dans un latin affecté par le souci de rendre les tournures mongoles, la « lettre des tartares envoyée au pape des chrétiens » (1279) est conservée dans un évangéliaire de la Vaticane avec d'autres pièces sur les Mongols, ce qui atteste de la perspective eschatologique selon laquelle leur puissance pouvait alors être interprétée. Néanmoins, la mission de Gérard de Prato, le franciscain qui a sans doute rapporté la lettre, n'obtient pas de résultat plus probant que les autres, et l'alliance tant espérée contre les Mamelouks ne voit jamais le jour. Plus à l'est encore, les Chagha-taïdes (1260-1347), malgré l'existence de quelques contacts avérés avec les papes, ne concluent pas plus d'accord avec les États latins. En réunissant un ensemble très dispersé de sources, dominé par les copies postérieures et par les pièces étrangères, M. Biran dresse un premier bilan sur les pratiques de la diplomatie et de la chancellerie de ce khanat. Certaines ambassades présentent un aspect plus formel, d'autres sont plus « politiques », mais le choix des ambassadeurs, depuis longtemps médité dans les miroirs des princes comme le *Qutadgu Bilig* (XI^e siècle), se porte fréquemment sur des parents du khan, des princes, des commandeurs militaires ou des dignitaires religieux, dont on attend toujours qu'ils fassent preuve d'éloquence et de courage. On

peut à cet égard remarquer qu'il existe une affinité certaine entre ces indications prescriptives et celles qui figurent dans les miroirs des princes de l'Occident latin, notamment ceux d'entre eux qui puissent dans la tradition du *Sirr al-Asrār* (le *Secretum Secretorum* des Latins).

Dans la dernière communication consacrée au XIII^e siècle, R. Amitai revient sur les débuts de la prétendue relation triangulaire du sultanat mame-louk avec Byzance et Gênes pour le commerce des jeunes mamelouks de Crimée. En commentant le traité passé par le sultan Qalāwūn avec l'empereur Michel VII Paléologue en 1281 et la version arabe du serment prêté par un représentant de Gênes auprès de ce même sultan en 1290, R. A. relativise le rôle des Génois en ce domaine, car aucune source n'en atteste de façon fiable pour la période, le rôle de transbordeurs musulmans n'est pas à exclure et... les hommes de la cité ligure ont aussi des contacts avec les Mongols ennemis des Mamelouks.

Deux contributions élargissent les réflexions au XVI^e siècle. C. P. Mitchell prend l'exemple de sept lettres du gouverneur du Qizilbāš à Šīrāz Ibrāhīm Ḥān Dū al-Qadar (1541-1555) pour observer le fonctionnement d'une chancellerie provinciale et l'agencement complexe des pouvoirs avec l'autorité impériale dans la Perse safavide. G. Veinstein met pour sa part en lumière les fondements juridiques de la diplomatie ottomane en Europe et soutient avec force que celle-ci dispose alors d'un «certain espace» pour entretenir des rapports avec les États chrétiens. Même si les relations avec l'infidèle s'inscrivent dans un cadre strict et si les accords obtenus doivent viser *in fine* une *pax islāmīca*, des trêves sont possibles quand le *dār al-Islām* ne peut être étendu. Nombreuses, elles deviennent plus longues et jouent avec l'*amān* (pardon, grâce, sauf-conduit) un rôle important dans le développement des Capitulations, des accords qui restent avant le XVIII^e siècle les seuls fondements juridiques possibles des alliances, et possèdent aussi une signification politique.

Le volume se clôt par une belle réflexion programmatique de B. Grévin «sur les rapports entre analyse textuelle et histoire diplomatique du monde musulman». Y sont avancés les éléments d'une méthode susceptible d'aller outre la «fascination» exercée par des rencontres extraordinaires entre puissances fort éloignées. Au centre du dispositif interprétatif suggéré par B. G. ne figureraient plus alors les rencontres elles-mêmes, mais l'écriture, la rhétorique et le langage du pouvoir, ce qui pourrait faciliter «un comparatisme de l'économie des communications politiques sur une échelle beaucoup plus vaste» (p. 526).

Il s'agit donc d'un ouvrage riche et stimulant, aussi bien par ses apports érudits que par les méthodes avec lesquelles sont affrontés des corpus souvent multilingues, de taille relativement restreinte et conservés dans des configurations documentaires et archivistiques où les originaux occupent généralement une place secondaire. Ajoutons enfin que le rôle des intermédiaires – juifs auprès des souverains musulmans d'Occident, russes ou chrétiens nestoriens auprès des Mongols par exemple, traducteurs – fait l'objet de nombreux développements utiles. Il est sans doute encore trop tôt pour affirmer l'existence d'un «common layer of diplomatic conventions apparent from China to Egypt» (M. Biran, qui formule justement cette expression à titre d'hypothèse), ou bien pour tracer les grandes lignes d'une évolution générale des pratiques de chancellerie et de la diplomatie dans les mondes islamiques durant les XII^e-XVI^e siècles, mais cet ouvrage ouvre à n'en pas douter de nombreuses pistes utiles pour les historiens désireux de s'engager dans ces directions.

Stéphane Péquignot
Ephe - Paris